B La mondialisation et le commerce

Il n'existe pas de définition universellement admise de la mondialisation, mais les économistes emploient généralement ce terme pour désigner l'intégration internationale des marchés de produits et de capitaux et des marchés du travail (Bordo *et al.*, 2003). Si l'on prend comme critère l'intégration de ces marchés, il est évident que la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Depuis le milieu du XIXe siècle, il y a eu au moins deux vagues de mondialisation (Baldwin et Martin, 1999).

La première a commencé vers le milieu du XIXe siècle pour se terminer au début de la Première Guerre mondiale. La seconde a débuté après la Seconde Guerre mondiale et se poursuit aujourd'hui. Pendant ces deux périodes, la croissance rapide des échanges et de la production s'est accompagnée de modifications importantes de la taille relative des économies concernées. L'histoire nous apprend que la mondialisation n'est pas un processus régulier. Elle a souvent été marquée par des périodes d'intégration accélérée (comme on l'a vu au XIXe siècle et dans la seconde moitié du XXe siècle) et par des revirements spectaculaires (comme entre les deux guerres), ce qui a eu parfois de lourdes conséquences.

Les deux dernières vagues de mondialisation ont été caractérisées par l'intégration accrue des échanges et par l'accroissement des mouvements de capitaux et de main-d'œuvre, mais l'importance de chacun de ces éléments a varié d'une période à l'autre (voir le tableau 1).

1. TENDANCES DE LA MONDIALISATION

Après la Seconde Guerre mondiale, le commerce international est entré dans une longue phase d'expansion rapide. Les exportations mondiales de marchandises ont ainsi augmenté de plus de 8 pour cent par an en valeur réelle entre 1950 et 1973. La croissance des échanges s'est ensuite ralentie sous l'effet des deux chocs pétroliers, de la montée de l'inflation provoquée par l'expansion monétaire et de politiques d'ajustement macro-économique inadéquates. Dans les années 90, l'expansion du commerce a repris, à un rythme plus rapide, en partie sous l'effet des innovations dans le secteur des technologies de l'information. Malgré une légère contraction en 2001 due à la crise liée à la bulle Internet, les exportations mondiales de marchandises ont poursuivi leur forte croissance, qui a été de 6 pour cent en moyenne entre 2000 et 2007. Sur l'ensemble de la période 1950-2007, les échanges commerciaux ont augmenté de 6,2 pour cent en moyenne, ce qui est beaucoup plus que pendant la première vague de mondialisation entre 1850 et 1913.[1] Comme les prix en dollars ont augmenté beaucoup plus vite après la Seconde Guerre mondiale qu'avant la Première, l'expansion des échanges en termes nominaux pendant cette période a été plus de deux fois supérieure à celle enregistrée pendant la période précédente (9,8 pour cent contre 3,8 pour cent par an).

Entre 1950 et 1973, ce sont les pays d'Europe occidentale et le Japon qui, au plan commercial, ont été les plus dynamiques (voir le graphique 1). La reconstruction après la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée ont fortement stimulé les

Tableau 1
Vagues de mondialisation au XIXe et au XXe siècle
(Variation en pourcentage sauf indication contraire)

Monde	1850-1913	1950-2007	1950-73	1974-2007
Croissance démographique	0,8 [a]	1,7	1,9	1,6
Croissance réelle du PIB	2,1 [a]	3,8	5,1	2,9
Par habitant	1,3 [a]	2,0	3,1	1,2
Croissance réelle du commerce	3,8	6,2	8,2	5,0
Migration (nette), en millions				
États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande (totale)	17,9 [a]	50,1	12,7	37,4
États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande (annuelle)	0,42 [a]	0,90	0,55	1,17
Pays industrialisés (moins le Japon) (total)	...	...	...	64,3
Stocks mondiaux d'IED sortants (annuelle)			1982	2006
IED en % du PIB (monde)	...	...	5,2	25,3

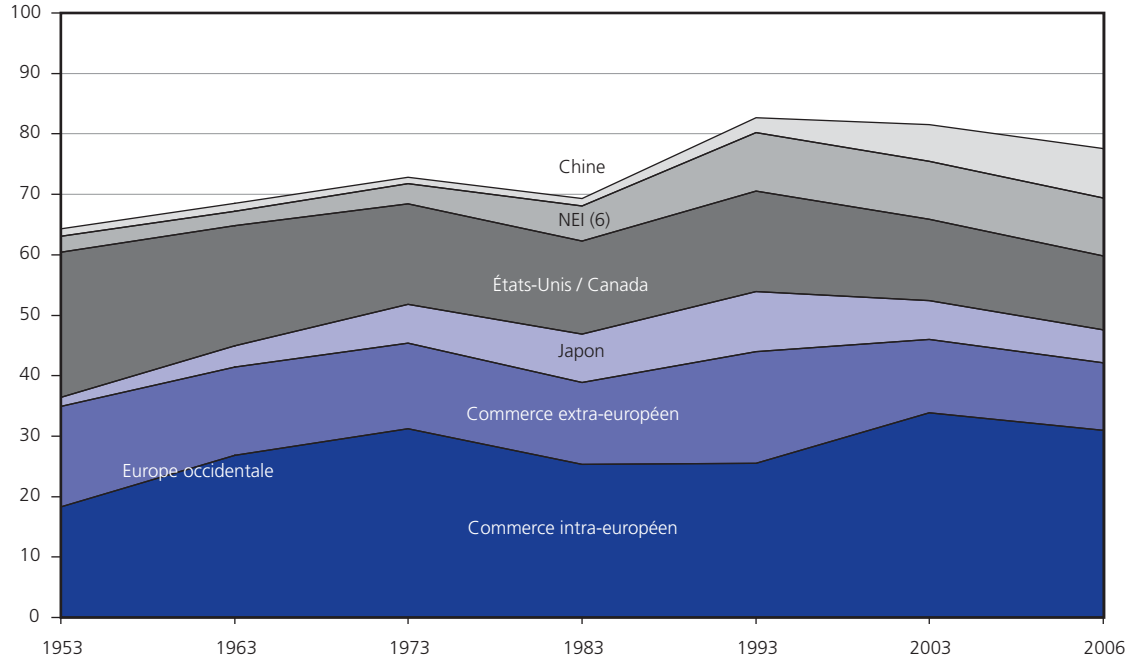
a Concerne la période 1870-1913.
Source: Maddison (2001), Lewis (1981), CNUCED (2007), OMC (2007a).

exportations japonaises et européennes au début des années 50. Ensuite, l'intégration européenne a soutenu l'expansion des échanges intra-européens, dont la part dans le commerce mondial est passée de 18,3 pour cent en 1953 à 31,2 pour cent en 1973, alors que le commerce extrarégional a augmenté un peu moins que le commerce mondial. Pendant toute cette période, les États-Unis sont restés le principal marché d'exportation du Japon, mais les exportations japonaises ont augmenté plus rapidement vers l'Europe occidentale et les nouveaux pays industriels (NPI) d'Asie.2 À partir du début des années 60, les six NPI ont poursuivi une politique commerciale orientée vers l'extérieur et ont réussi à accroître considérablement leurs exportations de marchandises. Entre 1963 et 1983, leur part des exportations mondiales de marchandises est passée de 2,4 pour cent à 9,7 pour cent. Au début, ils excellaient dans l'exportation de textiles, mais ils ont ensuite diversifié leurs exportations dans l'électronique grand public et les produits des technologies de l'information.

La domination du commerce mondial par les États-Unis au début des années 50 s'est effritée au cours des décennies suivantes. Bien que l'accord sur les automobiles conclu par les États-Unis et le Canada en 1965 ait renforcé les échanges nord-américains, la part combinée de ces deux pays dans le commerce mondial a diminué de 10 pour cent entre 1953 et 1973 (voir le graphique 1). Au cours des deux décennies suivantes, la part des différentes régions dans les exportations mondiales de marchandises a varié, surtout en raison des fluctuations des prix des produits de base et des taux de change. Les pays en développement exportateurs de pétrole (notamment ceux du Moyen-Orient) ont accru leur part entre 1973 et 1983, mais ils ont perdu presque tous leurs gains lorsque les prix du pétrole ont chuté. En 1993, après la désintégration de l'Union soviétique et la suppression du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), la part des pays industriels (Europe occidentale, Amérique du Nord et Japon) dans les exportations mondiales de marchandises a atteint un niveau record, à plus de 70 pour cent. Avec les six NPI d'Asie, ils représentaient plus de 80 pour cent du commerce mondial en 1993.

Dans les années 90, la part du Japon dans les exportations mondiales a commencé à diminuer sensiblement, en raison de la concurrence des NPI et de la Chine. L'effet stimulant de la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 n'a pas suffi pour inverser la tendance à

Graphique 1
Part des principaux exportateurs dans le commerce mondial de marchandises, 1953-2006
(en pourcentage)



Note: Rupture dans la série entre 1993 et 2003. L'Europe occidentale devient l'Europe, comprenant l'Europe orientale et les États baltes.
NEI - Nouvelles économies industrielles: Taipei chinois; Hong Kong, Chine; Rép. de Corée; Malaisie; Singapour et Thaïlande.

Source : Secrétariat de l'OMC.

l'amenuisement de la part du Canada et des États-Unis dans le commerce mondial. De même, le processus d'intégration européenne, qui s'est encore approfondi et élargi pour englober les pays d'Europe centrale et les pays baltes, n'a pas pu enrayer le déclin des exportations européennes.

La diminution de la part des pays industrialisés peut être attribuée, en premier lieu, à l'essor de la Chine, à la reprise économique des pays de la Communauté d'États indépendants (CEI)[3] et, plus récemment, à la forte hausse des prix des produits de base, qui a accru la part de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, régions qui exportent principalement des minerais et d'autres produits de base. La concurrence de la Chine dans le commerce mondial des produits manufacturés a d'abord été limitée aux textiles et à d'autres produits à fort coefficient de main-d'œuvre, comme les chaussures et les jouets, mais elle s'est rapidement étendue à l'électronique grand public et aux produits informatiques. Plus récemment, c'est dans le secteur du fer et de l'acier que la Chine a le plus augmenté ses parts de marché. Elle a plus que triplé sa part des exportations mondiales entre 1990 et 2007, et elle deviendra probablement le premier exportateur mondial de marchandises en 2008.

Cette évolution des parts des régions ne montre pas comment le commerce international s'est progressivement réparti entre trois grands groupes de pays au cours des trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le premier groupe était composé des «anciens» pays industriels qui ont complété leurs politiques économiques nationales axées sur le marché par une libéralisation progressive des échanges dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le deuxième groupe comprenait l'Union soviétique, le reste de l'Europe orientale et la Chine, pays à économie planifiée où les décisions en matière de production et de commerce des entreprises d'État étaient dictées par le gouvernement. Le commerce international y jouait un rôle relativement mineur, mais ces pays coopéraient entre eux dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle, dont certains membres étaient aussi membres du GATT, quoique avec une participation assez limitée.

Le troisième groupe, celui des pays en développement, comprenait de nombreux pays qui avaient gagné leur indépendance politique entre 1946 et 1962. Nombre d'entre eux avaient opté pour un système mixte dans lequel le gouvernement avait tendance à intervenir pour encourager l'industrialisation. Cela les a généralement amenés à adopter des politiques de remplacement des importations reposant sur des droits de douane élevés et des obstacles non tarifaires pour protéger l'industrie nationale. Il n'est guère surprenant que, dans ces conditions, la part des pays industriels dans le commerce mondial ait augmenté (surtout la part du commerce entre ces pays), alors que celle des pays à économie planifiée et des pays en développement a diminué. Les relations commerciales intrarégionales limitées de ces deux derniers groupes ne pouvaient pas compenser les effets du rôle marginal du commerce international dans ces économies.

Ce système commercial tripartite a commencé à décliner lorsqu'un groupe de pays d'Asie de l'Est a réussi à combiner une forte croissance du revenu par habitant et une forte expansion du commerce des produits manufacturés. Cela s'explique en partie par la réorientation de la politique économique du Mexique et de la Chine au début des années 80 et par la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique dix ans plus tard.

Le rôle de premier plan des pays industrialisés dans les exportations mondiales de marchandises jusque dans les années 90 était étroitement lié à leur part très importante des exportations de produits manufacturés, catégorie de produits la plus demandée. L'évolution à long terme de la composition du commerce mondial des marchandises fait apparaître une forte augmentation de la part des produits manufacturés et une nette diminution de la part des produits agricoles et des minéraux autres que les combustibles.[4] La proportion des produits agricoles (y compris les produits alimentaires transformés) est tombée de plus de 40 pour cent en 1950 à moins de 10 pour cent depuis 1999. La part des combustibles dans les exportations mondiales de marchandises a été très fluctuante en raison de la forte variation des prix, et elle a culminé en 1974, 1981 et 2007 (à 20 pour cent du commerce mondial dans chaque cas).[5]

Parmi les produits manufacturés, on a observé une diminution à long terme de l'importance relative du fer et de l'acier et de celle des textiles. La part des vêtements a fortement augmenté au cours des 20 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, et elle a dépassé celle des textiles à partir de 1980. La part des véhicules automobiles dans le commerce mondial a également augmenté entre 1950 et 1973, mais c'est le commerce du matériel de bureau et de télécommunication qui a été le plus dynamique dans les années 90. La crise liée à la bulle Internet en 2001 a

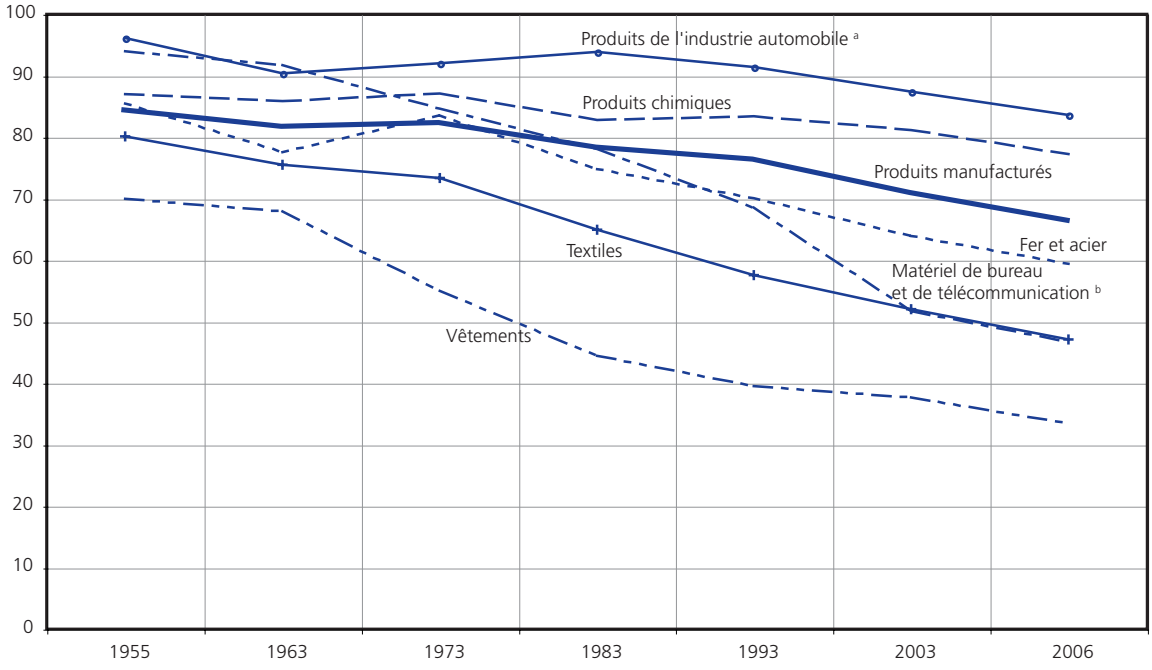
stoppé la progression spectaculaire de ces produits. La chute des prix et l'affaiblissement de la demande ont mis un terme à l'augmentation de leur part dans les exportations mondiales de produits manufacturés.[6]

Les pays industrialisés représentaient 85 pour cent des exportations mondiales de produits manufacturés en 1955, mais leur part est tombée à environ deux tiers en 2006. Inversement, leur part des exportations de produits agricoles (y compris les produits alimentaires transformés) a fortement augmenté, passant de 40 pour cent en 1955 à 60 pour cent en 2006 (voir Appendice Graphique 1). Leur part des exportations mondiales de combustibles et d'autres produits miniers, qui était déjà faible en 1955 (moins de 40 pour cent), est tombée à environ 30 pour cent en 2006.

Entre 1955 et 2006, la part des pays industrialisés dans les exportations mondiales de produits manufacturés a diminué. Cette diminution a commencé à des moments très différents selon les produits (voir le graphique 2). La part des pays industrialisés dans les exportations de vêtements, de textiles et de matériel de bureau et de télécommunication diminue régulièrement depuis 1955. Pour ce qui est du fer, de l'acier et des produits chimiques, le déclin a commencé en 1973. Il s'est produit beaucoup plus tard pour les produits de l'industrie automobile (vers 1983). Pour les produits à intensité de main-d'œuvre relativement élevée, comme les textiles et les vêtements, la part des pays industrialisés était bien inférieure à la moyenne pour l'ensemble des produits manufacturés. Leur part dans ce secteur a aussi diminué beaucoup plus tôt, alors que leur part des exportations de produits à plus forte intensité de capital et de recherche, comme les produits chimiques et les produits de l'industrie automobile, est restée supérieure à la moyenne de l'ensemble des produits manufacturés. Le recul dans ces secteurs a été plus modéré et s'est produit plus tard.

Parallèlement à ce déclin relatif des pays industrialisés, on observe une progression d'un groupe assez hétérogène de pays en développement, qui assurent maintenant plus des deux tiers des exportations mondiales de vêtements et plus de la moitié des exportations mondiales de textiles et de matériel de bureau et de télécommunication. C'est dans ce dernier secteur, où la fragmentation de la production est la plus visible, que la part des pays en développement a le plus augmenté.[7] Pour l'ensemble des produits manufacturés, la part des

Graphique 2
Part des pays industrialisés dans les exportations mondiales de produits manufacturés, par groupe de produits, 1955-2006
(en pourcentage)



a Véhicules routiers automobiles pour les années 1955-1973.
b Rupture dans la série entre 1973 et 1983.

Note: UE-15 avant 2003, puis UE-25.
Source: GATT, Matrice du commerce mondial 1978, pour les années 1955-1973, GATT, Le Commerce international 1985, pour l'année 1983, et OMC, Base de données statistiques, pour les années 1993-2006.

pays en développement est d'un peu plus d'un tiers, soit le double de ce qu'elle était il y a 25 ans (voir Appendice Graphique 2).

La structure et le volume des flux de capitaux internationaux ont beaucoup varié au cours des 60 dernières années. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les pays européens et le Japon enregistraient d'importants déficits commerciaux et ils ne généraient pas suffisamment d'épargne intérieure pour reconstituer leur stock de capital. Le Plan Marshall, l'Union européenne des paiements et, plus tard, les investissements étrangers directs (IED) des États-Unis ont fourni les liquidités nécessaires à l'expansion du commerce international.

La fameuse pénurie de dollars dans l'immédiat après-guerre s'est résorbée lorsque les États-Unis ont commencé à enregistrer des déficits courants. Un certain nombre de pays ont placé une partie de leurs gains en dollars dans des banques internationales à Londres et ont créé une réserve de liquidités en dollars échappant au contrôle du système fédéral de réserve des États-Unis. C'est ce que l'on a appelé le marché des eurodollars. La détention de réserves en dollars est devenue encore moins nécessaire lorsque les États-Unis ont abandonné l'étalon-or en 1971. Les monnaies des principaux pays commerçants ont commencé à flotter et le Fonds monétaire international (FMI) a cessé de fixer le prix de référence officiel de l'or.

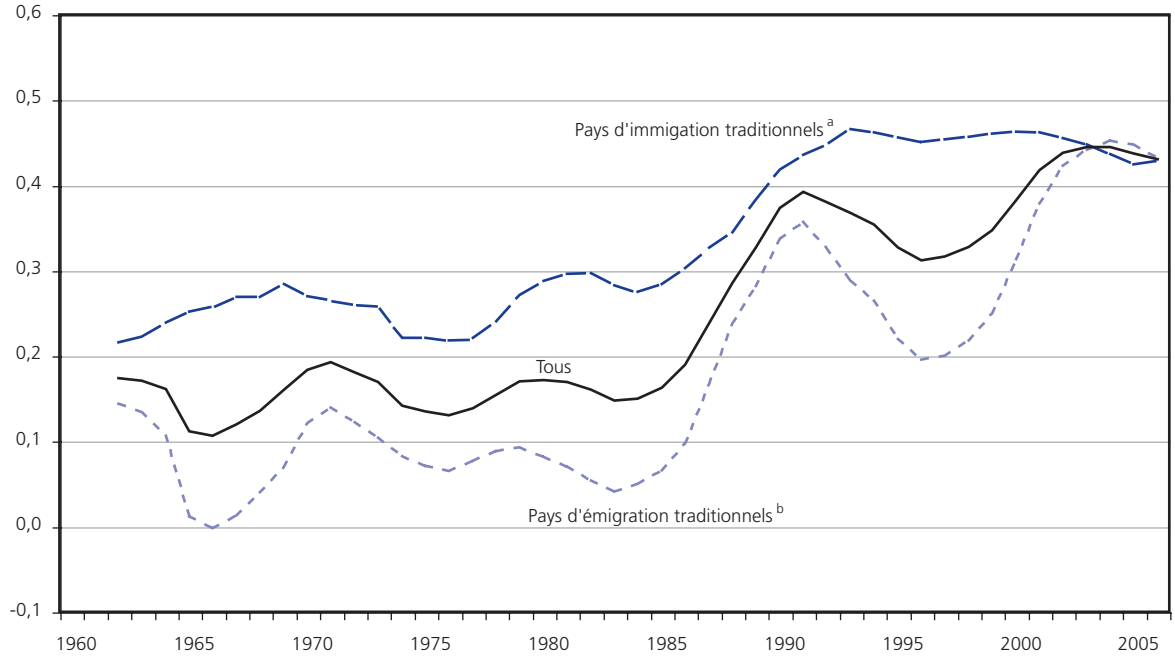
Après la hausse du prix du pétrole en 1973 et 1974 et de nouveau entre 1979 et 1981, les recettes en devises des pays exportateurs de pétrole ont considérablement augmenté, ce qui a amené ces pays à en placer une partie dans des banques internationales, qui ont ensuite prêté des fonds aux emprunteurs souverains. Bien que le «recyclage» des recettes des pays en excédent commercial au profit des pays déficitaires ait atténué les effets négatifs sur le commerce, la situation est devenue critique lorsque les pays nouvellement endettés ont été confrontés à la hausse des taux d'intérêt en dollars et à la chute des prix des produits de base au début des années 80. Le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis a eu de graves conséquences pour de nombreux pays en développement. La crise a été surmontée grâce à l'adoption de programmes d'ajustement économique nationaux, conjuguée à la réorientation des politiques commerciales et à des remises de dettes. Ces réformes comprenaient aussi une libéralisation partielle des marchés de capitaux et l'adoption de mesures plus favorables à l'IED. Elles concernaient à la fois les pays en développement et les pays développés et elles ont grandement contribué à la forte augmentation des flux d'IED à partir du milieu des années 80.

Les flux d'IED ont augmenté de 14 pour cent par an dans les années 80 et de plus de 20 pour cent par an dans les années 90, atteignant un niveau record de 1 400 milliards de dollars en 2000. En 2001, la crise liée à la bulle Internet a réduit considérablement les flux d'IED, qui ont amorcé une reprise en 2004 pour retrouver leur niveau record antérieur en 2007. Selon les estimations, le stock global d'IED représentait plus du quart du PIB mondial en 2006, ce qui était cinq fois plus que 25 ans auparavant (voir le tableau 1). Le déficit courant persistant des États-Unis et les fortes fluctuations du taux de change du dollar ont encouragé l'intégration monétaire en Europe occidentale, dont l'expression la plus visible a été la création de l'euro, monnaie commune de 15 pays européens ayant une population totale de plus de 300 millions d'habitants.

Les déplacements de population d'une région à l'autre ont été un trait dominant du processus de mondialisation au XIXe siècle. Entre 1850 et 1913, plus de 20 millions de personnes ont quitté l'Europe pour s'installer ailleurs, surtout en Amérique du Nord et du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cela a permis d'absorber l'augmentation rapide de la main-d'œuvre européenne qui ne pouvait plus être employée de façon productive dans l'agriculture et qui a contribué à l'expansion massive de la production agricole dans les nouvelles régions de peuplement. Entre les deux guerres mondiales, les flux migratoires vers ces régions ont été très limités, mais la situation a changé de nouveau dans la deuxième moitié du XXe siècle. Il convient de rappeler que cette période a été marquée par une croissance démographique sans précédent. La population mondiale, qui avait augmenté d'environ 0,8 pour cent par an entre 1870 et 1913, a enregistré une croissance annuelle de 1,7 pour cent entre 1950 et 2005, soit plus de deux fois le taux de croissance enregistré pendant la période précédente (voir le tableau 1).

Entre 1973 et 2005, la croissance démographique s'est nettement ralentie, principalement dans les pays développés, en Russie et en Chine. Dans de nombreuses régions en développement, notamment en Afrique, les taux de croissance démographique restent historiquement très élevés. Ces disparités démographiques ne s'accompagnent pas de différences comparables dans les taux de croissance économique, ce qui se traduit par une augmentation de l'inégalité des revenus et des pressions migratoires.

Graphique 3
Immigration nette dans les pays développés, 1960-2006
(moyennes mobiles sur cinq ans, immigration nette en pourcentage de la population)



a Les pays d'immigration traditionnels sont l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.
b Les pays d'émigration traditionnels sont les 18 pays suivants d'Europe occidentale: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.
Source: OECD, Statistiques de la population active.

Dans les pays d'immigration traditionnels (États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande), les migrations nettes enregistrées ont augmenté depuis le début des années 90 par rapport au trois décennies précédentes.[8] De nombreux pays d'émigration nette d'Europe occidentale sont devenus des pays d'immigration (Italie, Irlande, Portugal, Espagne), de sorte qu'un groupe de 18 pays d'Europe occidentale connaissent, depuis le milieu des années 90, des taux d'immigration nette analogues à ceux qui étaient observés dans les pays d'immigration «traditionnels» dans les années 60 et 70 (voir le graphique 3).

Dans les pays industrialisés, les migrations nettes cumulées officielles ont représenté 64 millions de personnes entre 1974 et 2006. Mais les migrations ne se limitent pas aux flux Sud-Nord. Il existe aussi des flux migratoires importants de l'Asie du Sud vers la région du Golfe et l'Afrique australe. L'augmentation des flux migratoires a un certain nombre d'effets positifs sur le plan économique, mais elle peut aussi être source de difficultés si l'intégration dans le pays d'accueil pose des problèmes. L'une de ses conséquences les plus visibles est l'augmentation des envois de fonds des travailleurs, qui étaient de l'ordre de 400 milliards de dollars en 2006, dépassant de loin le montant de l'aide publique au développement accordée par les pays de l'OCDE aux pays en développement (voir Appendice Graphique 3).

2. PRINCIPAUX MOTEURS DE LA MONDIALISATION

Les principaux moteurs de l'intégration mondiale sont les innovations technologiques, les changements politiques de plus large portée et les politiques économiques. Le tableau 2 tente d'établir la chronologie des principaux événements et des principales forces qui ont contribué à la mondialisation actuelle.

Parmi les innovations technologiques, celles qui ont contribué le plus à la mondialisation sont les inventions qui ont accéléré les transports et les communications et ont réduit leur coût. Il s'agit notamment de la mise au point du moteur à réaction généralement utilisé dans l'aviation pour le transport des passagers et des marchandises et de l'adoption de la conteneurisation dans les transports maritimes internationaux. Des investissements massifs dans l'infrastructure routière ont rendu possible le transport par camions d'une grande partie du fret en Europe occidentale et en Amérique du Nord. L'autre changement spectaculaire

a été la révolution des technologies de l'information et de la communication. De nouveaux produits comme le microprocesseur, l'ordinateur personnel et le téléphone cellulaire ont contribué à une profonde transformation sociopolitique et économique. Il en va de même d'Internet et du Web (www). Les répercussions de ces innovations sur le commerce sont examinées plus en détail dans la section C.

D'autres changements, peu évoqués dans la littérature sur la mondialisation, sont intervenus dans les méthodes de production, permettant de créer de nouveaux produits échangeables (comme les matières plastiques), d'accroître la production mondiale de denrées alimentaires (révolution verte), ou de rendre la production plus efficiente (méthode du juste-à-temps). Le remplacement massif du charbon par le pétrole et le gaz dans les pays industrialisés a aussi été un pas important vers la mondialisation, car cela a permis de disposer d'une source d'énergie abondante et bon marché pour alimenter la croissance économique et d'intégrer les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient dans l'économie mondiale.

Le lien entre les changements politiques et la mondialisation est beaucoup plus complexe. La dissolution des empires et l'avènement de la guerre froide ont eu pour premier effet de fragmenter le monde et l'économie mondiale en trois groupes, le troisième étant le tiers monde. Le clivage entre l'Est et l'Ouest a atteint son paroxysme au début des années 60 avec la construction du mur de Berlin et la crise des missiles à Cuba. Mais bien avant ces événements dramatiques, les germes de l'intégration économique avaient été semés en Europe, avec le Plan Marshall qui a donné une forte impulsion au redressement et à l'intégration économiques. Par la suite, avec la réforme économique en Chine, la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, les principaux obstacles politiques à l'intégration économique mondiale ont disparu.

La politique économique a été un facteur essentiel de la mondialisation, permettant la déréglementation et la réduction ou l'élimination des restrictions au commerce international et aux transactions financières. Les monnaies sont devenues convertibles et les restrictions appliquées à des fins de balance des paiements ont été assouplies. En fait, pendant de nombreuses années après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les restrictions de change et de paiement, et non les droits de douane, qui ont le plus entravé le commerce. L'apparition du marché des eurodollars a largement contribué à l'augmentation des liquidités internationales disponibles et à la promotion des transactions transfrontières en Europe occidentale. À partir des années 70, de nombreux gouvernements ont déréglementé les grandes industries de services, comme les transports et les télécommunications, en prenant toute une série de mesures, allant de la suppression, de la réduction et de la simplification des restrictions gouvernementales à la privatisation des entreprises d'État et à la libéralisation des secteurs concernés pour accroître la concurrence.

En ce qui concerne le commerce, la libéralisation a été poursuivie au niveau multilatéral dans le cadre des négociations successives du GATT. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux sont devenus un aspect de plus en plus important de la libéralisation des échanges (sur une base préférentielle). Mais de nombreux pays ont aussi entrepris des réformes commerciales unilatéralement. Les pays en développement, qui avaient adopté des politiques commerciales introverties, considéraient que l'industrialisation par le remplacement des importations était la meilleure façon d'avancer sur la voie du développement économique. L'abandon ultérieur de ces politiques a sans doute été favorisé en partie par la réussite d'un certain nombre de pays asiatiques nouvellement industrialisés qui avaient adopté une stratégie de croissance tirée par l'exportation, et en partie par la crise de la dette au début des années 80, qui a montré les limites des politiques tournées vers l'intérieur.

Un autre facteur important a été l'adoption de mesures qui ont contribué à la stabilité macro-économique mondiale, créant ainsi des conditions propices à l'intégration mondiale. Il s'agit notamment de la conduite efficace de la politique monétaire des États-Unis par la Réserve fédérale dirigée par Paul Volcker, visant à mettre fin à l'inflation aux États-Unis et dans le monde au début des années 80. Il s'agit aussi de la signature de l'Accord du Louvre, qui a permis de stabiliser les taux de change des principales monnaies. Enfin, il ne faut pas oublier le rôle que les institutions internationales, comme le FMI, la Banque mondiale et le GATT, ont joué dans le processus de mondialisation. Ces institutions ont assuré une cohésion et une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau international.

3. ATTITUDE DU PUBLIC À L'ÉGARD DE LA MONDIALISATION

L'intégration mondiale des marchés de produits et de capitaux et des marchés du travail a entraîné peu

à peu la répartition plus efficiente des ressources économiques, ce qui s'est traduit par une augmentation de la production et par la perspective de nouvelles augmentations dans l'avenir. Les consommateurs ont un plus grand choix de produits et de services à des prix plus bas. Les capitaux peuvent se diriger vers les pays qui en ont le plus besoin pour leur croissance économique et leur développement. Dans la mesure où la technologie est incorporée dans les biens d'équipement et est étroitement liée aux flux d'IED, l'ouverture améliore encore les perspectives de croissance des pays en développement. Le fait d'autoriser les travailleurs à franchir les frontières nationales peut permettre de remédier aux pénuries de compétences dans les pays d'accueil et d'améliorer les taux de dépendance dans les sociétés qui vieillissent rapidement, tout en atténuant le chômage et le sous-emploi dans les pays d'origine de ces travailleurs. Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger ou des émigrants peuvent représenter une grande partie du revenu national de ces pays.

Ces gains sont suffisamment tangibles et importants pour que les enquêtes internationales sur l'attitude du public montrent que la mondialisation bénéficie d'un large soutien. La majorité des personnes interrogées reconnaissent que le commerce profite aux consommateurs en leur offrant un plus large choix de produits à des prix plus bas, et qu'il crée des possibilités d'accès aux marchés pour les entreprises nationales. Mais on ne peut pas nier qu'il y a aussi beaucoup d'inquiétudes face aux défis de la mondialisation.

Depuis 2002, le *Pew Global Attitudes Project* a effectué, au niveau mondial, une série de sondages d'opinion sur des sujets très divers, notamment sur l'attitude du public à l'égard du commerce. Sa dernière enquête mondiale, effectuée en 2007 (Pew, 2007), était peut-être la plus ambitieuse, avec plus de 45 000 entretiens dans 47 pays, dont les principaux pays industrialisés, comme les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, des pays émergents, comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, et des pays parmi les moins avancés, comme l'Éthiopie et le Mali. Cette enquête a révélé que, dans les 47 pays concernés, la grande majorité des personnes interrogées pensait que le commerce international était bénéfique à leur pays. Mais ces personnes craignaient aussi les perturbations et les revers que peut causer la participation à l'économie mondiale. Elles s'inquiétaient des inégalités, des menaces pour leur culture et pour l'environnement et des menaces liées à l'immigration.

Une conclusion intéressante de cette enquête est que le commerce bénéficie apparemment d'un plus large soutien dans certains pays émergents que dans les pays industrialisés, où le soutien à la mondialisation a tendance à diminuer bien que la majorité du public y reste favorable. Par exemple, en 2002, 78 pour cent des Américains interrogés ont déclaré que le commerce était bon pour leur pays. En 2007, ils n'étaient plus que 59 pour cent à dire cela. On a observé le même phénomène en Italie, en France et même au Royaume-Uni. Par contre, l'opinion est presque unanimement favorable au commerce en Chine et en Inde. Quatre-vingt-onze pour cent des personnes interrogées en Chine se sont déclarées favorables. En Inde, une proportion presque identique (89 pour cent) a dit que le commerce était bon pour le pays.

Les résultats du *Pew Global Attitudes Project* (Pew, 2007) trouvent un écho dans d'autres enquêtes. Depuis 2004, le Fonds Marshall allemand effectue des enquêtes annuelles sur l'attitude du public aux États-Unis et dans les pays des Communautés européennes à l'égard du commerce et de la réduction de la pauvreté. Celle de 2007 (German Marshall Fund, 2007) a montré qu'aux États-Unis et en Europe, l'opinion restait très favorable au commerce et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Aux États-Unis, 64 pour cent des personnes interrogées étaient favorables au commerce et 48 pour cent étaient également favorables à l'OMC. En Europe, 75 pour cent étaient favorables au commerce et 58 pour cent avaient une bonne opinion de l'OMC. Mais cette enquête a révélé un affaiblissement du soutien depuis 2004. Il est intéressant de noter que, s'agissant des suppressions d'emplois, les Américains comme les Européens considéraient que l'externalisation à l'étranger en était la principale cause. En outre, il est apparu que le public avait une opinion mitigée à propos des pays émergents, la Chine étant perçue comme une menace et l'Inde plutôt comme une source de possibilités.

Pour les responsables favorables à l'ouverture des marchés, ces résultats sont fort encourageants. Mais la préoccupation croissante du public au sujet de certains aspects de la mondialisation devrait aussi les faire réfléchir. Il serait malencontreux que ceux qui pensent que les gains découlant de l'intégration mondiale l'emportent sur ses coûts ne tiennent pas compte de ces préoccupations. La solution réside peut-être dans la recherche d'un équilibre entre l'ouverture des marchés et des politiques complémentaires, accompagnées d'initiatives internationales visant à mieux gérer les risques inhérents à la mondialisation.

Tableau 2
Chronologie de la mondialisation

Années	Économique	Politique	Technologique
1940s	• Mise en place du Système de Bretton Woods, nouveau système monétaire international (1944-1971)	• Création de l'Organisation des Nations Unies (1945)	• Développement des matières plastiques et des produits en fibres synthétiques, par exemple premiers bas en nylon pour les femmes (1940)
	• Établissement du GATT (1947), entré en vigueur en janvier 1948	• Lancement du Plan Marshall (1948-1957), programme de redressement de l'Europe • Création de l'Organisation pour la coopération économique européenne (1948)	
	• L'Union soviétique crée le Conseil d'assistance économique mutuelle chargé de la coopération économique entre les pays communistes (1949-1991)	• Début de la décolonisation (1948-1962). Indépendance de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Égypte, par exemple • La Chine devient une république socialiste en 1949.	• Découverte de vastes gisements de pétrole au Moyen-Orient, notamment en Arabie saoudite (1948)
1950s	• Le Traité de Rome fonde la Communauté européenne (1957). La CE et l'Association européenne de libre-échange (1959) favorisent l'intégration de l'Europe occidentale.	• Guerre de Corée (1950-1953) • Crise de Suez (1956)	• Utilisation accrue du pétrole du Moyen-Orient en Europe et au Japon • Introduction par Toyota du système de production "juste à temps"
	• Les principales monnaies deviennent convertibles (1958-1964).	• Décolonisation en Afrique (15 pays deviennent indépendants entre 1958 et 1962)	• Utilisation accrue des moteurs à réaction dans les transports aériens (1957-1972)
1960s	• Création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (1960)		• Premier homme dans l'espace (Youri Gagarine, 1961) et premier homme sur la Lune (Neil Armstrong, 1969)
	• Développement du marché des eurodollars de Londres, qui a contribué à l'expansion des liquidités internationales		• Les circuits intégrés sont mis sur le marché (1961). • Développement de la production de pétrole et de gaz en mer
	• Négociations Kennedy, 6ème session du GATT (1964-1969) • Le développement rapide du parc automobile et des autoroutes dans l'hémisphère Nord fait monter la demande de combustibles et accélère l'évolution (du charbon au pétrole).	• La construction du mur de Berlin (1961) et la crise des missiles à Cuba (1962) mettent en relief l'affrontement Est-Ouest	• Révolution verte – transformation de la production agricole dans les pays en développement (à partir des années 60) • Ouverture en 1964 de la première ligne du train à grande vitesse du Japon (shinkansen) • Tunnel routier sous le Mont-Blanc (1965)
	• Les politiques commerciales d'Asie orientale insistent davantage sur le développement axé sur l'exportation que sur la substitution aux importations. • Élimination des derniers droits de douane au sein de la CE (1968)		• Utilisation accrue de la conteneurisation dans les transports maritimes (à partir de 1968)
1970s	• Fin de la convertibilité du dollar en or (1971)	• La guerre du Yom Kippur (1973) provoque une flambée du prix du pétrole.	• Lancement du premier microprocesseur à circuit intégré (Intel 4004) (1971)
	• Tokyo Round du GATT (1973-1979)	• Élargissement de l'UE à neuf membres (1973)	
	• Les "chocs" pétroliers (1973-1974 et 1979) mettent fin à des décennies de baisse du prix réel du pétrole.		
	• Essor des nouveaux pays industrialisés d'Asie • Réforme économique en Chine (1978)		
1980s	• La Fed dirigée par Paul Volcker jugule l'inflation aux États-Unis.		• IBM crée le premier ordinateur personnel (1981).
	• Crise de la dette des pays en développement • Le Mexique entreprend des réformes fondées sur le marché et accède au GATT en 1986.	• Élargissement de l'UE à 12 membres	• Lancement de Microsoft Windows (1985)
	• L'Accord du Louvre favorise la stabilisation des principaux taux de change (1987).	• Chute du mur de Berlin (1989)	

Time	Économique	Politique	Technologique
1990s	• Lancement des réformes économiques en Inde en 1991 • Mise en place de l'Accord de libre-échange nord-américain (1994) • Crise financière en Asie (1997)	• La dissolution de l'Union soviétique (1991) conduit à la création de 13 États indépendants	• Ouverture, en 1994, de l'Eurotunnel qui relie le Royaume-Uni au continent. • Augmentation du nombre de téléphones mobiles en raison de l'introduction des réseaux de seconde génération (2G) utilisant la technologie numérique • Lancement du premier réseau 2G-GSM par Radiolinja en Finlande (1991)
	• Création de l'OMC (1995) à la suite du Cycle d'Uruguay (1986-1994)		• Invention du World Wide Web par Tim Berners-Lee (1989) – premier site Web mis en ligne en 1991. Le nombre d'utilisateurs d'Internet atteint 300 millions en 2000.
	• Adoption de l'euro par onze pays européens (1999)	• Signature du Traité de Maastricht (officiellement, Traité sur l'Union européenne) (1992)	
2000s	• Crise liée à l'éclatement de la bulle Internet (2001)		• Les porte-conteneurs transportent plus de 70% du fret maritime en valeur
	• La Chine accède à l'OMC (2001)		• Le nombre d'utilisateurs d'Internet atteint 800 millions en 2005
	• Fin de l'Arrangement multifibres (levée des restrictions quantitatives visant les textiles)	• Élargissement de l'UE à 27 membres	

NOTES

1 D'après le tableau 4 de l'Annexe III de Lewis (1981), la croissance réelle des exportations mondiales a été de 3,8 pour cent en moyenne entre 1850 et 1913. Maddison (2001) (tableau F 4) estime qu'elles ont augmenté de 3,4 pour cent par an entre 1870 et 1913. La période de ralentissement du commerce après la Seconde Guerre mondiale a été un peu plus courte qu'entre 1850 et 1913 (7 (12) contre 5 (9) en valeur (nominale) réelle, ou 1,1 et 0,9 pour chaque décennie).

2 Hong Kong, Chine, Malaisie, République de Corée, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande.

3 Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

4 Si la progression à long terme de la part des produits manufacturés dans le commerce mondial depuis 1950 est bien connue, on sait moins que leur part n'a pas augmenté, au plus fort de l'industrialisation de l'hémisphère Nord, entre 1850 et 1913. En fait, leur part a progressé dans les importations du Royaume-Uni, mais elle a diminué dans celles des États-Unis et elle a stagné dans celles de l'Allemagne. Entre 1850 et 1913, la part des produits manufacturés dans le commerce mondial est restée comprise entre 36 pour cent et 42 pour cent (aux prix courants) et l'on estime qu'en 1913, elle était de l'ordre de 39 pour cent, soit moins qu'en 1850 (42 pour cent), d'après les données des tableaux 3 et 7 de Lewis (1981).

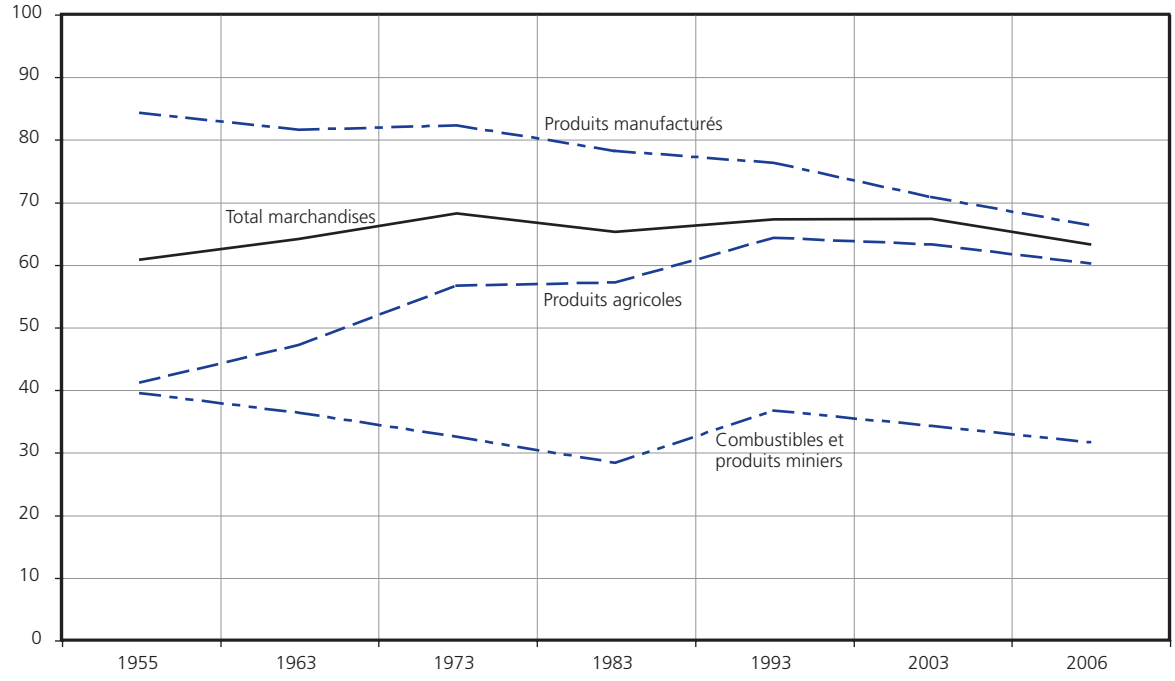
5 En valeur réelle, les résultats sont évidemment très différents. Entre 1950 et 1973, la baisse des prix réels des combustibles a stimulé la demande et les exportations mondiales de combustibles ont augmenté plus, en volume, que le commerce total. Mais, pendant la période où les prix de l'énergie étaient relativement élevés (de 1974 à 1985), le commerce des combustibles a stagné. La forte baisse des prix réels après 1985 a entraîné une vigoureuse reprise de ce commerce en termes réels.

6 Toutefois, en termes réels, le commerce des produits électroniques a continué à croître plus rapidement que celui d'autres produits manufacturés. Le ratio élevé valeur/poids de ces produits et la diminution du coût du transport aérien ont contribué à l'expansion du commerce de ce groupe de produits. On trouvera plus de renseignements sur le coût du transport aérien dans la section D.1.

7 Voir la section D pour une analyse théorique de la fragmentation de la production et de son incidence sur le commerce.

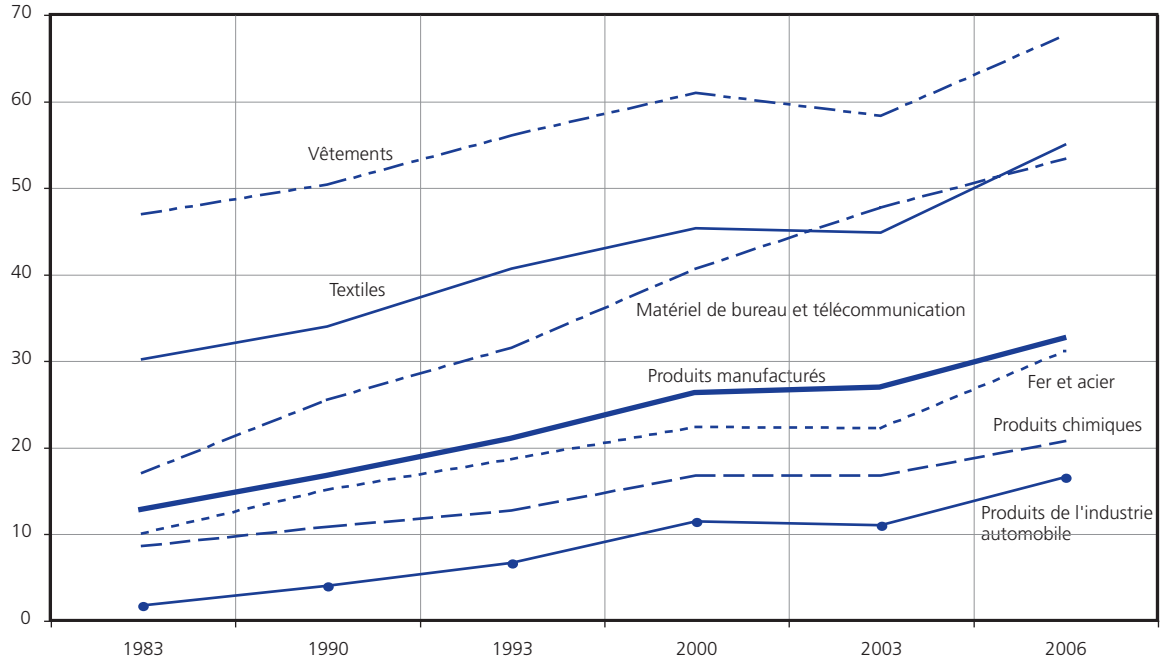
8 Il semble que ces estimations sous-estiment la réalité, car elles ne tiennent pas suffisamment compte de l'immigration clandestine. Selon d'autres estimations, cette dernière a représenté 400 000 entrées par an aux États-Unis entre 1995 et 2005 (voir le tableau 46 du Bureau du recensement des États-Unis, 2008).

Appendice Graphique 1
Part des pays industrialisés dans les exportations mondiales, par grand groupe de produits, 1955-2006
(en pourcentage)



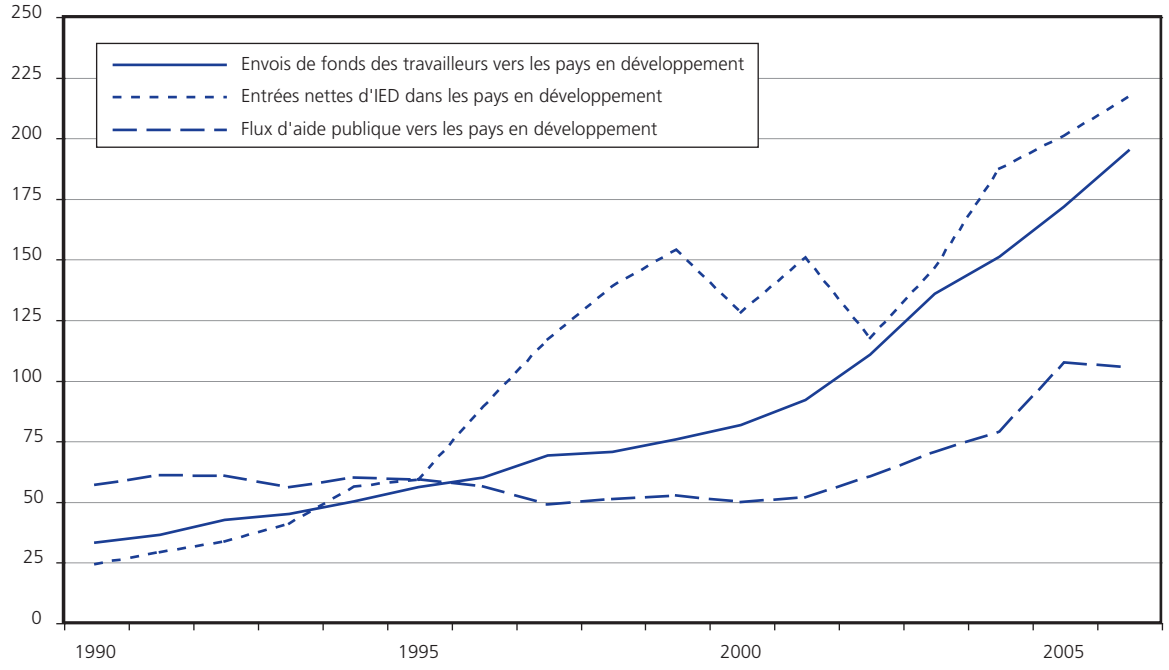
Note: UE-15 avant 2003, puis UE-25.
Source: GATT, Matrice du commerce mondial 1978, pour les années 1955-1973, GATT, Le commerce international 1985 pour l'année 1983, et OMC, Base de données statistiques, pour les années 1993-2006.

Appendice Graphique 2
Part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits manufacturés, par groupe de produits, 1983-2006
(en pourcentage)



Source: GATT, Le Commerce international 1985, pour l'année 1983 et OMC, Base de données statistiques, pour les années 1993-2006.

Appendice Graphique 3
Quelques flux financiers vers les pays en développement, 1990-2006
(en milliards de dollars)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2007; OCDE, base de données en ligne du Comité d'aide au développement, et estimations de l'OMC.